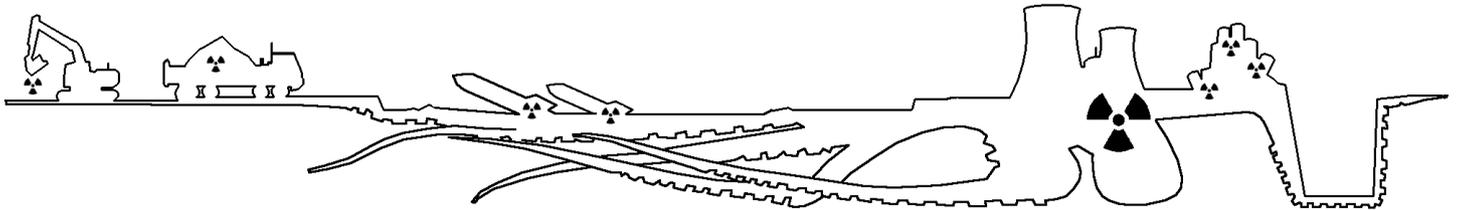




Fiche DÉTOX #11.1

Un choix **durablement non démocratique**

V 2018-07



Mensonge du nuage de Tchernobyl, mort de l'opposant V. Michalon par une grenade de l'État français, débats bidons... l'image du nucléaire n'a jamais été associée à la transparence et à la démocratie.

Culture du mensonge

"En France, c'est à force de mensonges et de manipulations que le lobby nucléaire a façonné un solide consensus dans la majeure partie de la classe politique. Il aura fallu la nouvelle catastrophe nucléaire de Fukushima pour la fissurer. Depuis des décennies, conduits par une foi inébranlable en la toute-puissance de l'Homme, des générations d'ingénieurs et de technocrates ont arrimé la politique énergétique hexagonale à l'énergie la plus complexe et la plus dangereuse à manier qui soit : celle de l'atome. Au prix de la démocratie, sacrifiée sur l'autel de la « grandeur » de la France et d'une illusoire « indépendance énergétique ». Et pourtant ! De tout temps dépossédés de la politique énergétique de leur pays, les Français sont depuis de longues années majoritairement favorables à la sortie du nucléaire. Depuis Fukushima, plus de 70 % de nos concitoyens y aspirent."¹

Décisions en petit comité

Selon G. Vendryes ancien représentant de la France au Board of Governors de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique), "depuis quarante ans, les grandes décisions concernant le développement du programme nucléaire français sont prises par un groupe très restreint de personnalités qui occupent les positions clés au sein du gouvernement ou de la direction d'EDF, du CEA et de quelques compagnies impliquées dans le programme. La ligne ne change pas en dépit des changements de ministres, grâce à la permanence de ces personnalités."²

L'association de scientifiques Global Chance analyse ainsi le contraste singulier entre l'attitude du monde politique, et particulièrement de la représentation nationale, et l'état de l'opinion publique sondée : "l'industrie nucléaire se targue parfois du soutien de la population française, en particulier lorsqu'il s'agit de vanter à l'étranger l'exportation du modèle nucléaire français. La réalité est bien différente."³

Corps des Mines

Les experts de Global Chance poursuivent sur cette question : "Comment expliquer ce décalage entre la volonté des populations et les orientations politiques ? L'une des raisons premières est l'existence d'un système institutionnel qui permet véritablement à ces décisions d'échapper à tout contrôle démocratique. En dehors d'une poignée de lois ciblées dont la plus importante a porté en 1991 sur les orientations de la recherche sur la gestion des déchets radioactifs, l'ensemble du développement de l'industrie nucléaire s'est fait sans aucun cadre législatif spécifique avant l'adoption, en juin 2006 d'une loi relative à la transparence et à la sécurité nucléaires. Aucune des grandes décisions de programme des années soixante à quatre-vingt n'a fait l'objet ne serait-ce que d'un vote parlementaire, sans parler de processus spécifiques de consultation du public. Toutes les décisions clés sont au contraire prises hors de tout regard extérieur par les élites technocrates du pays, à travers notamment le rôle central du Corps des Mines. Ce corps d'Etat rassemblant environ 700 ingénieurs choisis parmi les meilleurs élèves des plus hautes écoles supérieures est organisé pour occuper l'ensemble des positions clés sur le dossier nucléaire, tant dans les cabinets ministériels et dans la haute-administration que dans les postes de direction des entreprises du secteur. Les personnes en charge demeurent en place, ou sont remplacées

par un autre membre du Corps, en cas de changements politiques. Ainsi les orientations de la politique nucléaire, qu'il s'agisse du rôle central du nucléaire dans la politique énergétique ou des options de développement de filières nucléaires et des décisions sur la création, la fermeture ou l'évolution des installations ne sont pas soumises aux aléas tels que les changements de majorité politique, mais inscrites dans une vision de long terme construite par le Corps des Mines."³

Entourloupes à l'Assemblée

Le journaliste G. d'Allens a vécu à Bure (55), village encerclé par la pieuvre nucléaire. Il explique comment "en juillet 2016, la loi Le Déaut-Longuet, qui donne une existence légale au projet Cigéo, a été votée par une vingtaine de députés. [...] Le rapporteur du texte n'était autre que le député Christophe Bouillon... président du conseil d'administration de l'Andra. La filière nucléaire créé ainsi elle-même son cadre légal."⁴

Autre exemple d'analyse du côté du média indépendant Mediapart : "imposé par 49.3 dans la loi Macron, le projet Cigéo d'enfouissement des déchets radioactifs connaît depuis le début une histoire de passages en force. L'incapacité du pouvoir à organiser un débat serein sur un sujet aussi fondamental offre une preuve de plus de son immaturité démocratique, particulièrement sur les sujets écologiques."⁵

1 *Sortir du nucléaire, c'est possible*, Nova Editions, p. 13

2-3 Global Chance, *Les Cahiers de Global Chance n° 25*, 2008, pp. 77-79

4 G. d'Allens et A. Fuori, *Bure, la bataille du nucléaire*, Seuil, 2017, p. 28

5 <http://www.mediapart.fr/journal/france/160715/nucleaire-avec-cigeo-la-mystification-des-dechets-radioactifs-continue>

Pour aller plus loin :

<http://reporterre.net/Blesse-gravement-par-les-gendarmes-a-Bure-Robin-Pages-poursuit-la-lutte> (article sur les conséquences physiques – et démocratiques – de l'usage de grenades par la gendarmerie française contre les opposants au nucléaire)